

Transparency International: Je récusé

par Nesmy Manigat

(Dans *Le Nouvelliste*, 28 septembre 2007)

Je me suis longtemps gardé d'intervenir dans les débats publics de mon pays, ne me trouvant pas suffisamment « légitime » pour en parler depuis que j'ai accepté d'assumer des missions professionnelles à l'étranger pour des organisations internationales.

Mes amis journalistes à qui je refuse d'accorder des entrevues me pardonneront ce « bref coup de colère », pourtant public, qui marque mon refus d'accepter la « laideur collective » véhiculée par les Haïtiens eux-mêmes en acceptant cette perception, tellement dommageable, de pays corrompu.

En effet, Je récusé qu'Haïti soit l'un des quatre pays les plus corrompus de la planète, tel que sous-entendu dans le dernier rapport en date de *Transparency International*. On aurait progressé de 3 points, car le rapport de 2006 nous classait bon dernier à l'échelle de la planète. Une fois encore, **tous les Haïtiens**, pas seulement les politiques comme on pourrait le croire, sont donc perçus comme des corrupteurs, des corrompus, des blanchisseurs directs ou indirects d'avoirs corrompus, des bénéficiaires directs ou indirects de cette corruption. Nos institutions politiques, nos institutions financières, notre société civile, nos médias, par action ou omission, sont perçus à l'échelle internationale comme vivant dans ou de la corruption.

Hélas, « perception vaut fait » car même s'il ne s'agit bien que d'un « indice de perception », ce rapport mondial sera lu, décortiqué, interprété de différentes manières par tous nos partenaires politiques et financiers. Encore une fois, l'aide publique au développement, les investissements étrangers, les nouveaux emplois, et le peu de touristes qui « s'aventureraient » chez nous iront dans des endroits perçus comme étant plus sûrs, car la corruption entraîne la violence, l'insécurité, l'instabilité, etc.

S'il en est ainsi, le décollage économique n'est pas pour demain, déjà dans un pays où la « perception » des investisseurs, voire dans ce cas la réalité, est que ce sont des forces étrangères qui contribuent à assurer sa sécurité. Pourtant, tous ceux qui comme moi ont pu vivre dans d'autres pays un peu semblables au nôtre, savent que cette perception est très loin de la réalité et en plus, **on est même en droit de questionner cette perception.**

Peut-être devrais-je taire ma colère ou la modérer, à voir certains de mes concitoyens, responsables publics, se donner en spectacle quotidiennement dans les médias à travers des accusations et contre-accusations de toutes sortes, parfois sans évidence. Je pourrais citer une dizaine de pays connus pour **leur haut niveau de corruption bien pire qu'Haïti**, mais cela ne servira à rien car les citoyens de ces pays font tout pour vendre une image différente de leur pays, car ils savent qu'ils vivent dans un monde global où

chacun se bat pour attirer des investissements, et à ce jeu-là on ne doit pas être perçu comme le dernier ou le plus laid.

Ma colère vient aussi du fait que nous semblons activement accepter cette perception, l'assumer et la revendre « version améliorée » chez nous. La république dominicaine s'est récemment levée d'un seul bloc pour récusé l'épithète d'*État en faillite*, ou d'*État esclavagiste* avec un lobby international très performant et des moyens financiers conséquents. Ce pays voisin réalise actuellement une opération publique pour consommation à la fois nationale et internationale en jugeant des responsables financiers accusés de faillite frauduleuse d'une banque locale, mais sur la base d'évidences et non de commérages. Le pays tout entier gère son image publique qui est son fonds de commerce dont dépendent toutes ses activités économiques, la création d'emplois et la stabilité politique.

Je sais qu'il y a plus d'un que ces comparaisons agacent, mais nous nous enfermons trop souvent dans des querelles internes, oubliant notre appartenance à un espace économique fait de défis et de compétitions. Nous oublions aussi que le capital-image d'un pays est aujourd'hui son principal actif. Il suffit de regarder la publicité que s'offrent les pays sur les principales chaînes internationales pour se positionner non seulement pour le tourisme mais aussi pour accueillir les compétitions sportives, les événements internationaux, de façon à faire tourner l'économie et ainsi créer des emplois.

Ainsi va le monde global d'aujourd'hui et **accepter sans réagir ce classement de Transparency International** équivaut à un suicide. Certes, il ne s'agit pas d'aller crier sur tous les toits que nous serions des incorruptibles. Mais accepter ce classement, **année après année**, sans réagir est la forme la plus sûre de garder la dernière place. D'ailleurs, personne ne pensera à nous en déloger. **Nous devrions arrêter cette autoflagellation collective** et promouvoir l'image d'Haïti que nous voulons construire pour nos enfants par des actes anti-corruption basés sur des évidences et en le faisant savoir **clairement et publiquement**. Enfin, il ne faudrait pas rajouter au contenu de ces sites internet officiels (gouvernementaux et autres) qui déconseillent aux touristes de se rendre en Haïti, ni à ces documentaires de journalistes sensationnalistes qui ressassent les images d'une Haïti en crise ou dans le meilleur des cas en attente de la prochaine crise.

Nous ne lutterons pas durablement contre la pauvreté en tolérant la moindre forme de corruption dans un pays où l'accès aux services sociaux de base est critique, mais nous ne créerons pas non plus la richesse en nous faisant passer ou en acceptant « activement » d'être perçus comme les plus corrompus. Un peu de dignité!

Note des coéditeurs : Avec l'autorisation de l'auteur, nous publions en encadré, légèrement édité par nos soins, cet article de Nesmy Manigat publié dans *Le Nouvelliste* du 28 septembre 2007. Il s'agit pour nous d'attirer l'attention sur les multiples implications de la question de la corruption, tant sur le plan interne proprement dit (gouvernance, politiques publiques, etc.) que sur le plan externe (image publique autoentretenu, relations inter-étatiques, relations avec les ONG, etc.). L'ancien directeur de l'ULCC, monsieur Amos Durosier, déclarait le 9 décembre 2011, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption : « (...) Il s'avère impérieux de mettre fin à l'impunité dont jouissent, depuis trop longtemps, corrupteurs et corrompus... Agir contre la corruption aujourd'hui, revient pour nos législateurs, à voter la Loi pour la répression et la prévention de la corruption... Agir contre la corruption, implique également tout le secteur privé des affaires, le respect des normes de passation des marchés publics, la promotion de la transparence par la publication régulière des informations sur les états financiers et de bonnes pratiques commerciales des entreprises, en particulier celles qui ont des relations contractuelles avec l'État... »

Nesmy Manigat, économiste et gestionnaire. Membre fondateur du *Group Croissance*. Directeur de « Aide et Action » pour l'Amérique latine et la Caraïbe. nesgat1@yahoo.fr